

AD77, M3523 – cabinet du préfet, circulaire ministérielles. Circulaire du 29 avril 1941

*Calvados*

Délégation Générale du Gouvernement  
Français dans les Territoires occupés

Paris, le 29 Avril 1941

-----  
Ref. N° 355/D.G.



L'AMBASSADEUR de FRANCE,  
Délégué Général du Gouvernement Français  
dans les Territoires occupés,

à Messieurs les PREFETS de la zone occupée

*Cyclo  
me monter à Choppes*

J'ai l'honneur de vous transmettre, à la demande du  
Cabinet de M. le Maréchal PETAIN, la note ci-après en  
vous demandant de la communiquer aux Maires de votre  
département :

"Le récent discours du Maréchal sur l'Unité  
"française a fait l'objet, dans la presse étrangère,  
"d'interprétations très diverses et souvent tendancieuses.  
"La Presse française, elle-même, ne paraît pas toujours  
"en avoir compris le sens profond.

"Il ne convient pas, cependant, de s'éloigner du  
"centre du problème.

"En condamnant la dissidence, c'est toute l'agitation  
"gaulliste que le Maréchal a voulu viser expressément.  
"Cette agitation ne présente, sur le plan de la politique  
"intérieure, aucun danger.

"Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne le  
"sort individuel des Français - et particulièrement des  
"jeunes Français - qui, trompés par une propagande insi-  
"dieuse, se livrent en zone occupée à une action clandes-  
"tine contre les Autorités allemandes, ou s'abandonnent  
"aux promesses des agents recruteurs de l'ex-Général de  
"Gaulle.

"Chaque jour, en effet, des embarcations tentent de  
"quitter, à destination des ports anglais, le littoral  
"normand ou breton.

.....

(3)

"Quelque empressement que l'on apporte à donner à ces  
"Fugues organisées un sens patriotique - souvent même à les  
"couvrir du nom du chef de l'Etat - c'est contre le Maréchal  
"et contre son oeuvre qu'on agit en définitive en les favo-  
"risant ou en les tolérant.

"Le Maréchal entend défendre les Français contre  
"eux-mêmes en les détournant d'une propagande qui se retour-  
"nerait en définitive contre la Patrie, en les mettant en  
"garde contre des entreprises sans issues, où risque de  
"couler, à nouveau, le sang le plus pur de la France.

"Il souhaite que son appel soit entendu et compris."

F. de BRINON.